



COMMUNE DE SAINT MANDRIER  
SUR MER

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

# **CHARTÉ pour un DEVELOPPEMENT DURABLE**

## **SAINT MANDRIER SUR MER**

«Commune en marche AGIR POUR L'ENERGIE»



Dossier de Candidature à la qualification de

## **Collectivité Lauréate AGIR POUR L'ENERGIE**

### **2010-2013**

## SOMMAIRE

|                                                                                                                                       |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1 - Motivation de la commune.....</b>                                                                                              | <b>3</b> |
| <b>2 - Capacité à mettre en œuvre le projet .....</b>                                                                                 | <b>5</b> |
| 2.1 – Organisation décisionnelle de la commune .....                                                                                  | 5        |
| 2.1.2 - Un porteur politique.....                                                                                                     | 5        |
| 2.1.3 Un porteur technique.....                                                                                                       | 5        |
| 2.1.4 Le «groupe énergie».....                                                                                                        | 5        |
| 2.2 – La cellule énergie .....                                                                                                        | 6        |
| 2.2.1 Composition.....                                                                                                                | 6        |
| 2.2.2 -Pilote de la cellule énergie .....                                                                                             | 6        |
| 2.3 – La mise en oeuvre d’une action prioritaire.....                                                                                 | 7        |
| <b>3 – Cohérence de l’engagement de la Commune dans le programme par rapport à sa politique globale de développement durable.....</b> | <b>7</b> |
| 3.1 – L’adoption d’un plan d’action en 65 points .....                                                                                | 7        |
| 3.2 –Les initiatives pour la gestion du patrimoine communal .....                                                                     | 7        |
| 3.3– La politique sociale de la commune.....                                                                                          | 8        |
| 3.4 – Le dispositif de démocratie participative au sein de la commune.....                                                            | 8        |
| 3.5 – Le rôle des acteurs économiques dans la politique de la commune .....                                                           | 9        |
| <b>4 – Expérience et degré de maturité de la commune en matière de MDE.....</b>                                                       | <b>9</b> |
| 4.1 – Existence de partenaires et de réseaux locaux structurés.....                                                                   | 9        |
| 4.2 – Plans d’action – Engagements de la commune .....                                                                                | 9        |
| 4.3 – Des thèmes de communication efficaces.....                                                                                      | 15       |

## 1 – Motivation de la Commune

La commune de Saint Mandrier, située sur une presqu'île, à l'extrémité d'une des plus belles rades au monde est particulièrement consciente de la nécessité de s'engager dans le développement durable, c'est-à-dire un « **développement qui réponde aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs** »<sup>1</sup>.

Les collectivités locales jouent un rôle primordial dans la construction, l'exploitation et l'entretien des infrastructures, dans l'organisation des services, dans les processus de planification, dans l'aménagement de l'espace, dans l'application de la réglementation relative à l'environnement, dans l'éducation, la mobilisation et la sensibilisation du public .

Après le relatif échec de la conférence de Copenhague, ce constat est encore plus évident.

Les Etats malgré le rapport très concret de Nicholas STERN, ancien chef économiste de la Banque Mondiale et les multiples réunions placées sous l'égide des Nations Unies n'ont pu prendre les décisions que leurs opinions publiques attendaient.

**La commune reste donc l'un des acteurs majeurs dans la mise en oeuvre du développement durable.**

Saint Mandrier a su au fil du temps préserver un environnement naturel et patrimonial, tant terrestre que marin, exceptionnel. Tous ses habitants sont très attachés à conserver la qualité de cet environnement.

Notre ville est particulièrement sensible à la valeur des ressources essentielles que sont l'espace, la biodiversité, l'eau, l'air, l'énergie.

Elle est située face à une grande agglomération comportant les deux plus grandes villes du Var, elle est aussi au cœur de la façade maritime de la région PACA, quasiment à mi-distance de Nice et Marseille.

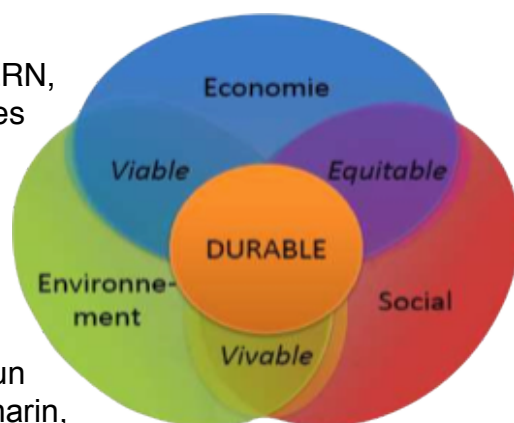
Cette région est la première région touristique de notre pays accueillant des vacanciers de l'europe entière.

**Notre devoir est de faire de notre presqu'île un lieu privilégié de la mise en oeuvre du développement durable dans tous ses aspects qu'ils soient techniques et financiers, collectifs ou individuels et en associant la population à ces évolutions.**

Saint Mandrier désire valoriser ses acquis et améliorer certains points.

Saint Mandrier est relié à Toulon par un réseau maritime de transport en commun qui est aujourd'hui porté par l'agglomération et est devenu le premier réseau maritime de transports en commun de France. La commune souhaite que ce réseau, économe en énergie, soit encore amélioré notamment en augmentant la fréquence des rotations. La liaison de la presqu'île par une piste cyclable fait aussi partie des projets en cours d'instruction.

Le récent rachat par le conservatoire du littoral d'une magnifique propriété en bord de mer appelée à devenir un lieu privilégié de conservation de tous nos patrimoines témoigne de notre volonté de faire œuvre pédagogique en matière de développement durable.



<sup>1</sup> Rapport Brundtland , 1987

La commune veut agir sur l'ensemble des points repris au plan d'action:

- **gérer le patrimoine efficacement et être exemplaire**
- **organiser les services et développer les compétences**
- **associer et mobiliser les citoyens**
- **associer et mobiliser les acteurs économiques**
- **planifier et construire la ville énergiquement performante**
- **développer une autre mobilité**
- **gérer un approvisionnement en énergie et en eau durable**
- **lutter contre la précarité énergétique**
- **valoriser le patrimoine et la culture**

La candidature de Saint Mandrier, déjà retenue comme « commune en marche Agir pour l'énergie » à la qualification de « commune lauréate Agir pour l'énergie » du Conseil Régional, s'inscrit dans cette démarche d'action et de sensibilisation.

## **2 - Capacité à mettre en œuvre le projet**

### **2.1 – Organisation décisionnelle de la commune**

#### **2.1.1 – La ville de Saint Mandrier**

La commune Saint Mandrier est la plus petite des onze communes de la Communauté d'agglomération : Toulon Provence Méditerranée.

Les compétences transmises par les communes à TPM sont : le développement économique, la politique de la ville, les transports, l'équilibre social de l'habitat, l'environnement, la culture, le sport, l'assainissement.

La compétence énergie est pour l'instant de la compétence communale.

Le Maire de la commune de Saint Mandrier sur mer, M. Gilles VINCENT est président de la commission environnement de TPM.

M Gilles Vincent est également président de l'association nationale «Amorce» regroupant 320 collectivités et dont les trois domaines d'action sont:

- la gestion et le développement des énergies renouvelables.
- la gestion des déchets municipaux,
- les réseaux de chaleur.

Pour qu'une politique de développement durable soit réelle, cohérente et efficace il est nécessaire de désigner des pilotes et de mettre en place des outils.

#### **2.1.2 - Un porteur politique**

L'impulsion politique et le soutien dans la durée des élus sont fondamentaux.

La participation du Maire est essentielle.

La désignation officielle d'un élu semble être également indispensable. M. CANO Jean Marie est désigné comme étant l'élu référent de cette démarche.

Cet élu sera légitimé pour interroger ses pairs sur la prise en compte des enjeux du développement durable dans leurs délégations respectives. Il devra veiller à ce que tous disposent d'une information précise sur la démarche en cours.

#### **2.1.3 Un porteur technique**

Le portage technique doit se combiner au portage politique pour assurer les fonctions fondamentales d'animation, de gestion du planning et de suivi de chaque étape du plan d'actions de la politique de développement durable.

Compte tenu des compétences en interne, des études déjà réalisées et de notre participation au SYMIELEC, cette fonction est dévolue au pilote de la cellule énergie; le directeur des services techniques, M. DALMAS Julien.

Ces deux «porteurs» sont ainsi identifiés par tous, élus et techniciens.

La démarche avançant, il seront amenés à se préoccuper de "ce qui ne les regarde pas", c'est-à-dire à créer les conditions d'un travail en transversalité des différents services de la collectivité.

#### **2.1.4 Le «groupe énergie»**

C'est l'instance de suivi qui permet un vrai travail en transversalité, une reconnaissance de la démarche et une dynamique au sein de la collectivité.

Il a la charge de valider le plan d'actions, de veiller à son suivi et de s'assurer de son exécution.

Sa composition :

Monsieur Cano Jean Marie, adjoint au maire, développement durable, élu référent

Monsieur Hoehn Gérard, adjoint au maire, travaux

Monsieur Ventre Jean Claude, Conseiller Municipal majorité

Monsieur Toulouse Christian, conseiller municipal majorité, délégué aux travaux

Monsieur Graziani Frédéric, conseiller municipal majorité

Monsieur Chambelland Michel, conseiller municipal majorité

Madame Doutreligne Carole, conseillère municipale opposition

Monsieur Jegou Jean Marie, conseiller municipal opposition

Monsieur Durand Robert, membre comité consultatif (Environnement méditerranée)

Monsieur Herrouin Guy membre comité consultatif (ancien directeur Ifremer)

Monsieur Clérian Pierre membre comité consultatif (ancien thermicien)

Partenaire associé : La Marine nationale représentée par l'officier environnement du Centre d'instruction naval (CIN)

La fréquence des réunions a été en 2009-2010 bimensuelle.

Les propositions de la commission sont soumises aux commissions municipales directement concernées, environnement, travaux, social, urbanisme... avant proposition pour décision au conseil municipal.

## **2.2 – La cellule énergie**

### **2.2.1 Composition**

La cellule énergie, organisée autour du pilote technique, est composée de :

- M DROZ VINCENT Emanuel, adjoint au directeur des services techniques,
- M BIANCO Pierre, responsable des ateliers municipaux,
- Mademoiselle ARNAUD Amandine, collaboratrice de direction,
- M VOISIN Laurent, agent technique qualifié en électricité générale et éclairage public

Cette cellule est pilotée par M DALMAS Julien, directeur des services techniques.–

L'élu référent est associé aux réunions de la cellule énergie.

### **2.2.2 -Pilote de la cellule énergie**

Monsieur DALMAS Julien, Directeur des Services Techniques.

## **2.3 – La mise en oeuvre d'une action prioritaire**

### **Projet d'économies d'énergies sur le groupe scolaire Louis Clément.**

Le groupe scolaire Louis Clément est un ensemble de quatre bâtiments regroupant maternelle (2 bâtiments), primaire (1 bâtiment) et collège (1 bâtiment – Maîtrise d'Ouvrage Conseil Général).

Situés au cœur du village ces bâtiments sont très hétéroclites, années 50 pour partie, préfabriqués années 70 et enfin bâtiment tout début années 80.

Ils présentent, à l'exception du collège réhabilité récemment et sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Général, la caractéristique commune d'un très mauvais isolement et d'une consommation énergétique importante.

Ce constat a été confirmé à l'issue d'une étude énergétique commandée par la commune sur ses trois bâtiments. Cette étude, jointe en annexe, a été ordonnée afin d'engager la collectivité dans la mise en oeuvre d'une chaufferie bois-énergie, cette étude a démontré la nécessité préalable de travaux d'isolation et de régulation sur le groupe scolaire (voir éléments en annexe).

De par leur fonction d'école, ils sont un très bon support de communication.

Les efforts déployés peuvent être facilement accompagnés de projets pédagogiques.

Les travaux réalisés sur ces bâtiments peuvent servir de modèle aux propriétaires de nombreux pavillons construits initialement comme résidences secondaire dans les années 60 à 70 et devenus depuis résidence principale.

La commune développe par ailleurs sur ce même site un projet de réseau de chaleur avec chaudière à bois pour desservir ces bâtiments, le collège et un futur gymnase. (Étude de faisabilité jointe)

Cette opération est un excellent laboratoire pour l'apprentissage des démarches transversales puisqu'il met à contribution des services aussi divers que les travaux, les écoles, la communication, l'urbanisme et les sports.

Après une phase de diagnostic et une étude de faisabilité d'un réseau de chaleur aujourd'hui terminée, et après présentation de ces opérations au groupe énergie, les travaux d'isolation des deux bâtiments les plus anciens ont déjà été engagés pour un budget de 108 475 euros TTC.

## **3 – Cohérence de l'engagement de la Commune dans le programme par rapport à sa politique globale de développement durable**

### **3.1 – L'adoption d'un plan d'action en 65 points**

Cette cohérence est matérialisée par l'adoption d'un plan d'action en 65 points comportant une fiche action pour chacune des démarches concernées.

Il est décliné sur 9 thèmes et est établi pour une durée de trois ans.

Il a été validé par le «Groupe Energie» et adopté en conseil municipal le.....

Les fiches actions sont mises en oeuvre par les commissions municipales concernées. Elles sont financées par les services qui en sont les pilotes à défaut de budget Développement Durable spécifique.

Ce plan d'action reprend de nombreuses démarches déjà engagées en 2008 et 2009 par la commune en faveur du développement durable.

### **3.2 – Les initiatives pour la gestion du patrimoine communal**

Mise en place d'indicateurs fiables de suivi des consommations (réalisation de tableaux de suivi, établissement de DPE et de fiches DISPLAY) – éléments joints à la présente pour la période 2009 – 2010, les éléments ont été établis à partir d'études de facturation sur la période 2006 - 2009

Élaboration d'un fichier de synthèse du bâti municipal / consommation eau / consommation électrique / consommation gaz.

Elaboration d'un fichier de suivi des consommations en carburant depuis 2008

Réflexion sur les actions prioritaires à mener en termes d'isolation, recherche d'opération « témoin » voir supra.

### **3.3– La politique sociale de la commune**

De par sa qualité de presqu'île et l'extrême pénurie de terrain constructibles notre commune a des difficultés à respecter les ratios de la loi SRU.

Le partenariat avec la Marine nationale très présente devrait permettre d'améliorer notre situation pour le développement d'un habitat social.

Un projet immobilier supporté par la commune est néanmoins en train de sortir de terre, c'est un projet d'habitat social sur un terrain acquis par la commune : projet de la Renardière.

### **3.4 – Le dispositif de démocratie participative au sein de la commune**

Sur le plan institutionnel, la commune a mis en place dès 2008, un **comité consultatif « environnement développement durable » constitué de 52 membres.**

Ce comité a créé cinq groupes de travail : énergie, déplacements doux, recensement de la biodiversité et des sites à protéger, plages / Pinède St Asile, gestion des déchets.

Ainsi les conclusions du groupe de travail Plages/ Pinède Saint Asile ont été approuvées par la commission municipale environnement développement durable et, pour nombre d'entre elles, réalisées dès 2009 par la municipalité. (ancrage écologique de la ZRUB, maintien des banquettes de posidonies sur la partie de plage bordant la pinède, fermeture d'accès de la pinède aux camions, report des poubelles en périphérie de la forêt, installation par le Conseil général propriétaire de la pinède de panneaux de sensibilisation, et dès cet automne la mise en place de zones de défens et revégétalisation de la frange littorale ...)

L'ensemble des travaux des groupes de travail : déplacement doux, protection de la biodiversité, ont été mis à la dispositions du public lors de l'exposition de février 2010 et sont consultables sur internet.

**Forum du développement durable « mode d'emploi »** en 2009, **«semaine du développement durable»** en 2010 ont été l'occasion pour ces groupes de présenter l'avancement de leurs travaux .

Plus ponctuellement et en matière de **protection de la biodiversité**, une expérimentation a été menée au cours de l'été 2008 sur la plage Saint Asile au pin Rolland afin de maintenir tout l'été les banquettes de posidonies en bordure de pinède. Un questionnaire élaboré avec l'aide du Conservatoire du littoral a été distribué aux utilisateurs de cette plage. Le dépouillement a eu lieu en public et les conclusions de cette enquête ont servi de base de travail aux travaux du groupe de travail du comité consultatif. (voir supra). Plus remarquable encore, Cette démarche a été poursuivie en 2009 et 2010.

**Un site internet participatif** : [www.mapresquile.fr](http://www.mapresquile.fr) est très régulièrement mis à jour et permet notamment de suivre les travaux du comité consultatif et d'intervenir par l'ajout de commentaires aux actualités présentées.

Sa rubrique actualité est riche à ce jour de 114 articles et plus de 6000 consultations ont été enregistrées.

### **3.5 – Le rôle des acteurs économiques dans la politique de la commune**

La réduction des consommations liées aux déplacements est au cœur même de la politique économique de la commune.

Notre particularité géographique et notre situation « au bout du monde » nous ont conduit à promouvoir le transport en commun maritime qui nous lie à l'agglomération toulonnaise.

Ce mode de transport peut être aussi un plus pour l'image de notre commune, l'usage du transport en commun maritime apporte une plus value certaine en terme d'image aux activités touristiques locales (mythe de la découverte)

Le forum de développement durable « mode d'emploi » en permettant aux toulonnais de venir gratuitement par la ligne 28 maritime du réseau de transport en commun a contribué à promouvoir cette image. Les commerçants de la commune ont été largement associés à cette démarche.

Un projet de piste cyclable en bord de mer âprement défendu par la commune ( adopté en PDU et en PLU) et faisant l'objet de négociations avec la Marine nationale gestionnaire des terrains tend également à désenclaver le port du village en l'ouvrant aux adeptes des déplacements doux.

La Marine nationale a été invitée aux travaux du groupe énergie et un officier du CIN participe à chacune de ses réunions.

## **4 – *Expérience et degré de maturité de la commune en matière de MDE***

### **4.1 – Existence de partenaires et de réseaux locaux structurés**

Un Projet de partenariat avec l'Espace Info Energie de Toulon est en cours malgré les difficultés rencontrées récemment par cet organisme.

La commune est membre du SYMIELEC VAR (Syndicat Mixte d'Electricité du Var, regroupant 183 communes autour des prérogatives de dissimulation de réseaux Energie et Télécom, de modernisation de l'éclairage public et de contrôles des concessions électricité et gaz). Des projets de modernisation de l'éclairage public communal sont en phase de réalisation.

La commune a également engagé (résultats en cours de production) un audit complet de ses systèmes d'éclairage public (1060 points lumineux et 43 armoires de commandes), cette étude a pour objectif d'établir un programme de travaux et de modernisation des équipements concourant à une meilleure maîtrise de l'énergie, pour cela la commune explore plusieurs pistes : variations de tension, réduction des niveaux d'éclairement suivant les zones, mise en œuvre d'horloge astronomique). L'objectif est de concourir à une économie sur le poste éclairage public de l'ordre de 20 % sur les consommations actuelles à l'horizon 2014.

Elle est également membre du SIVAAD, syndicat intercommunal de groupement d'achat. Elle y promeut les achats durables et le développement du commerce équitable (charte en cours de signature avec le COVACEQ)

### **4.2 – Plans d'action – Engagements de la commune**

La commune a engagé et concrétisé au travers de son plan d'actions, un certain nombre de pré requis à la candidature déjà mis en œuvre sur le territoire communal, c'est le cas pour le suivi des consommations énergétiques (électricité, eau, gaz, carburant) pour lequel la municipalité a mis en place une véritable politique complète et efficace de contrôle.

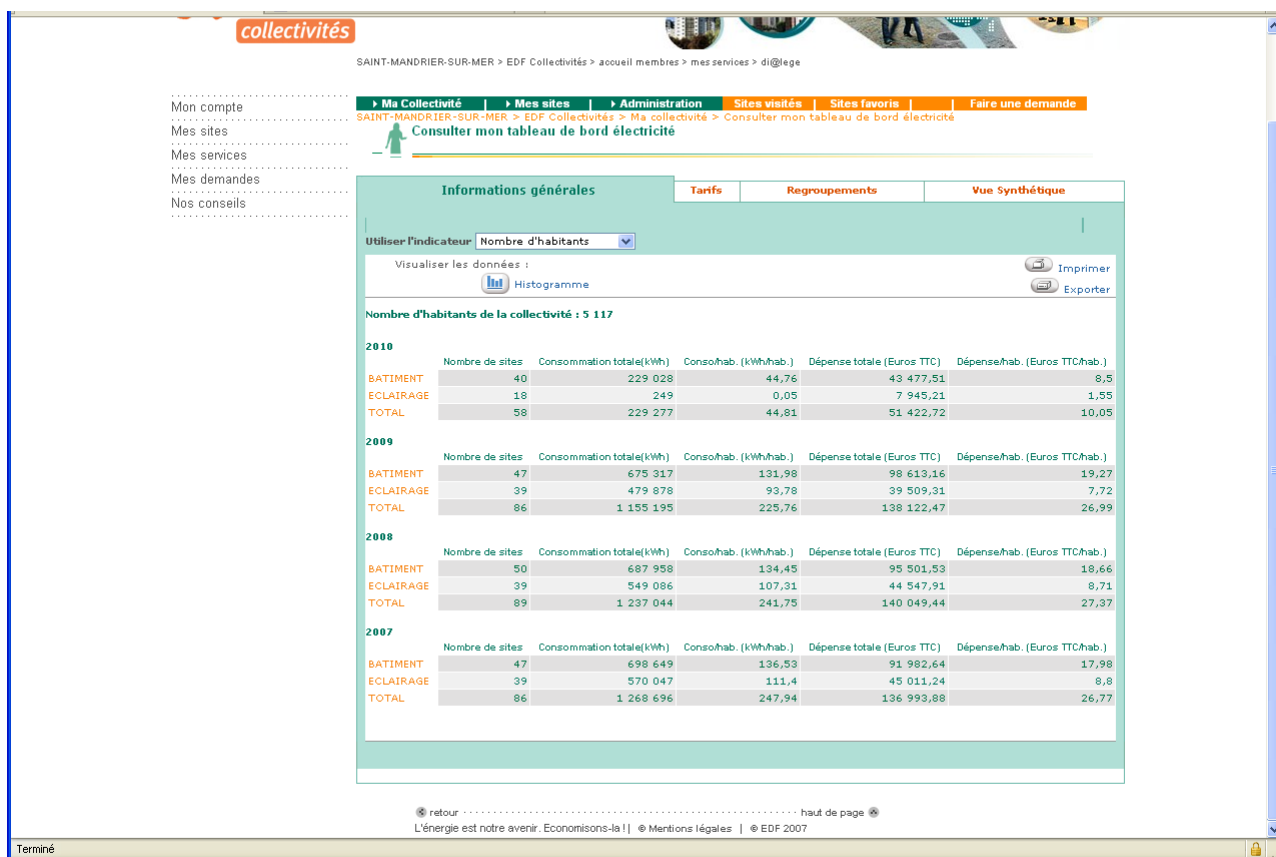
L'objectif est de permettre une meilleure maîtrise des dépenses énergétiques dans le temps et de stopper toute dérive dès son signalement.

La description des démarches est donnée ci après :

- Suivi des consommations électricité bâtiments et éclairage public au travers de l'outil « Di@lege » d'EDF accessible sur le site <https://www.edfcollectivites.fr>, cet outil sert de

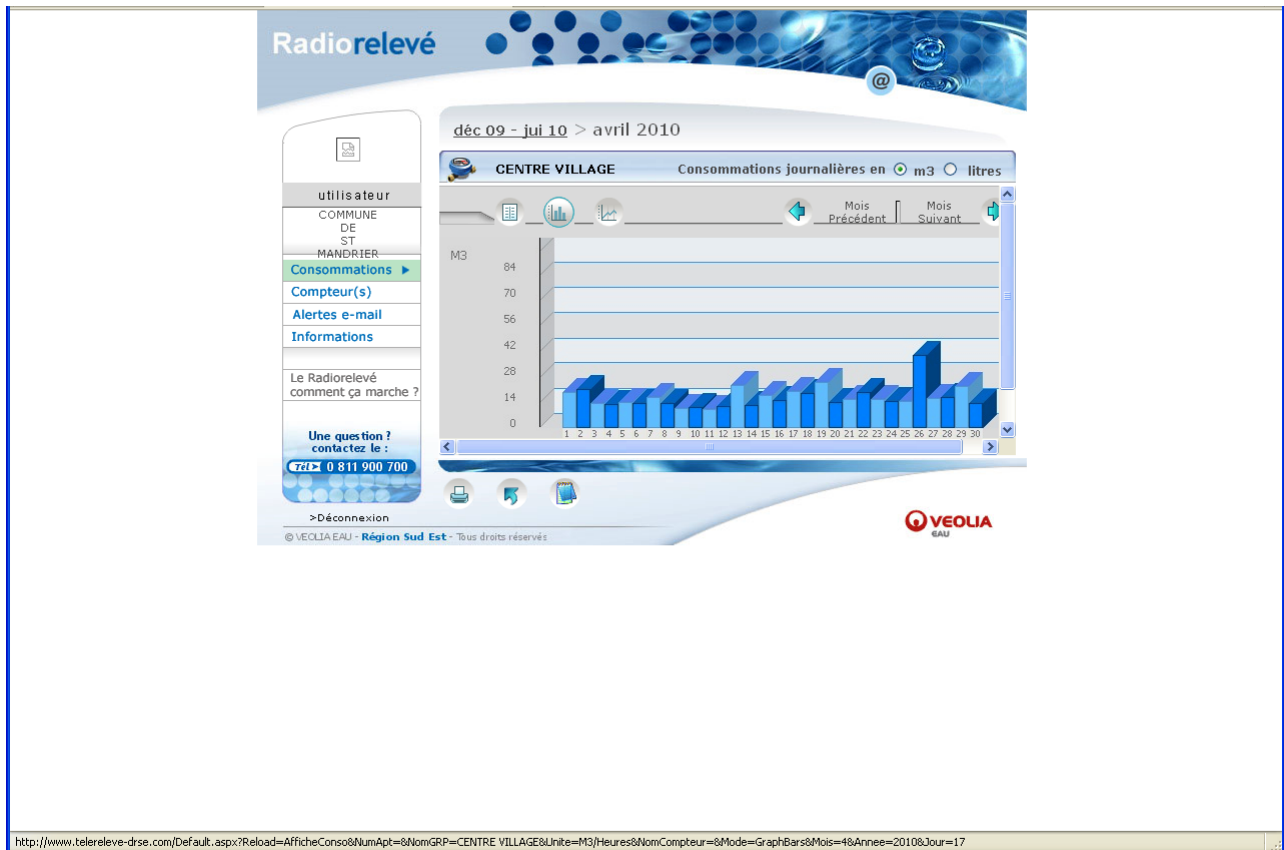
base à l'édition de tableaux de bord mensuel décrivant les évolutions de consommation d'année en année. Ces suivis ont permis de cibler les sites à traiter en priorité avec modernisation des équipements, c'est ainsi que la commune a décidé de consacrer un audit de ses installations d'éclairage public.

Le montant de la dépense électrique est de 138 122.47 euros en 2009 pour la seule électricité (énergie bâtiments + éclairage public) soit une moyenne de 26.99 euros par habitants ce qui compte tenu d'un climat peu rigoureux nous place juste en dessous de la moyenne nationale.



Extrait de la page de synthèse des consommations électriques de 2007 à 2010

- Suivi des consommations en eau au travers de l'outil « Radiorelevé » de VEOLIA – accessible sur le site <http://www.telereleve-drse.com>. Cet outil permet par l'intermédiaire de regroupement de compteurs par type et situation géographique de lutter contre les pertes en eau et d'améliorer les installations de desserte. Le suivi quotidien permet de lutter efficacement contre les pertes en eau (particulièrement efficace sur les installations d'arrosage automatique) et de concentrer ses propositions sur l'amélioration des installations.

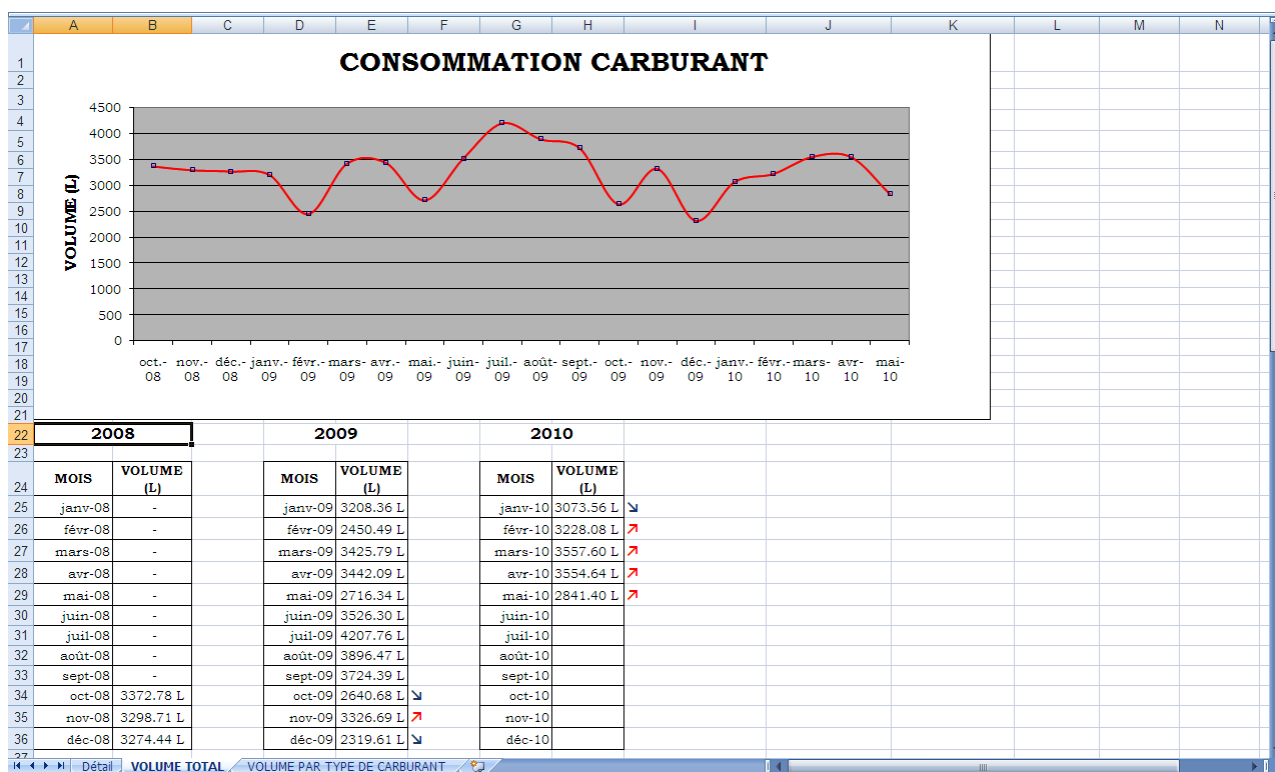


*Extrait de la synthèse « Centre Ville » pour le mois d'avril 2010*

- |    | A                                       | B                  | C                                                     | D          | E             | F     | G          |
|----|-----------------------------------------|--------------------|-------------------------------------------------------|------------|---------------|-------|------------|
|    | <b>GAZ DE FRANCE</b>                    |                    |                                                       |            |               |       |            |
|    | <b>DÉSIGNATION</b>                      | <b>COMPTEUR N°</b> | <b>MOIS</b>                                           | <b>KWh</b> | <b>€</b>      |       |            |
| 1  | GROUPE<br>SCOLAIRE<br>L'ORÉE DU<br>BOIS | 346                | DECEMBRE 2006                                         | 18799      | 884,45 €      |       |            |
| 2  |                                         |                    | JUIN 2007                                             | 89042      | 3 843,19 €    |       |            |
| 3  |                                         |                    | DECEMBRE 2007                                         | 57873      | 2 529,45 €    |       |            |
| 4  |                                         |                    | JUIN 2008                                             | 83536      | 3 798,87 €    |       |            |
| 5  |                                         |                    | DECEMBRE 2008                                         | 64972      | 3 257,38 €    |       |            |
| 6  |                                         |                    | JUIN 2009                                             | 110554     | 5 482,17 €    |       |            |
| 7  |                                         |                    | NOVEMBRE 2009                                         | 38271      | 1 810,47 €    |       |            |
| 8  |                                         |                    | ANCIENNE<br>ECOLE<br>MATERNELLE-<br>RUE DES<br>ECOLAS | 260        | NOVEMBRE 2006 | 9299  | 508,13 €   |
| 9  | MAI 2007                                | 132741             |                                                       |            | 5 706,19 €    |       |            |
| 10 | NOVEMBRE 2007                           | 22605              |                                                       |            | 1 067,56 €    |       |            |
| 11 | MAI 2008                                | 130942             |                                                       |            | 5 878,26 €    |       |            |
| 12 | NOVEMBRE 2008                           | 9832               |                                                       |            | 604,91 €      |       |            |
| 13 | MAI 2009                                | 127822             |                                                       |            | 6 414,21 €    |       |            |
| 14 | NOVEMBRE 2009                           | 73883              |                                                       |            | 3 451,60 €    |       |            |
| 15 | ECOLE<br>MATERNELLE<br>LOUIS CLEMENT    | 363                |                                                       |            | DECEMBRE 2006 | 49608 | 2 324,91 € |
| 16 |                                         |                    | JUIN 2007                                             | 156903     | 6 822,85 €    |       |            |
| 17 |                                         |                    | DECEMBRE 2007                                         | 109834     | 4 814,67 €    |       |            |
| 18 |                                         |                    | JUIN 2008                                             | 147195     | 6 702,59 €    |       |            |
| 19 |                                         |                    | DECEMBRE 2008                                         | 67941      | 3 496,30 €    |       |            |
| 20 |                                         |                    | JUIN 2009                                             | 181363     | 9 054,37 €    |       |            |
| 21 |                                         |                    | NOVEMBRE 2009                                         | -289419    | -12 915,97 €  |       |            |
| 22 |                                         |                    |                                                       |            |               |       |            |
| 23 |                                         |                    |                                                       |            |               |       |            |
| 24 |                                         |                    |                                                       |            |               |       |            |
| 25 |                                         |                    |                                                       |            |               |       |            |
| 26 |                                         |                    |                                                       |            |               |       |            |
| 27 |                                         |                    |                                                       |            |               |       |            |
| 28 |                                         |                    |                                                       |            |               |       |            |
| 29 |                                         |                    |                                                       |            |               |       |            |
| 30 |                                         |                    |                                                       |            |               |       |            |
| 31 |                                         |                    |                                                       |            |               |       |            |

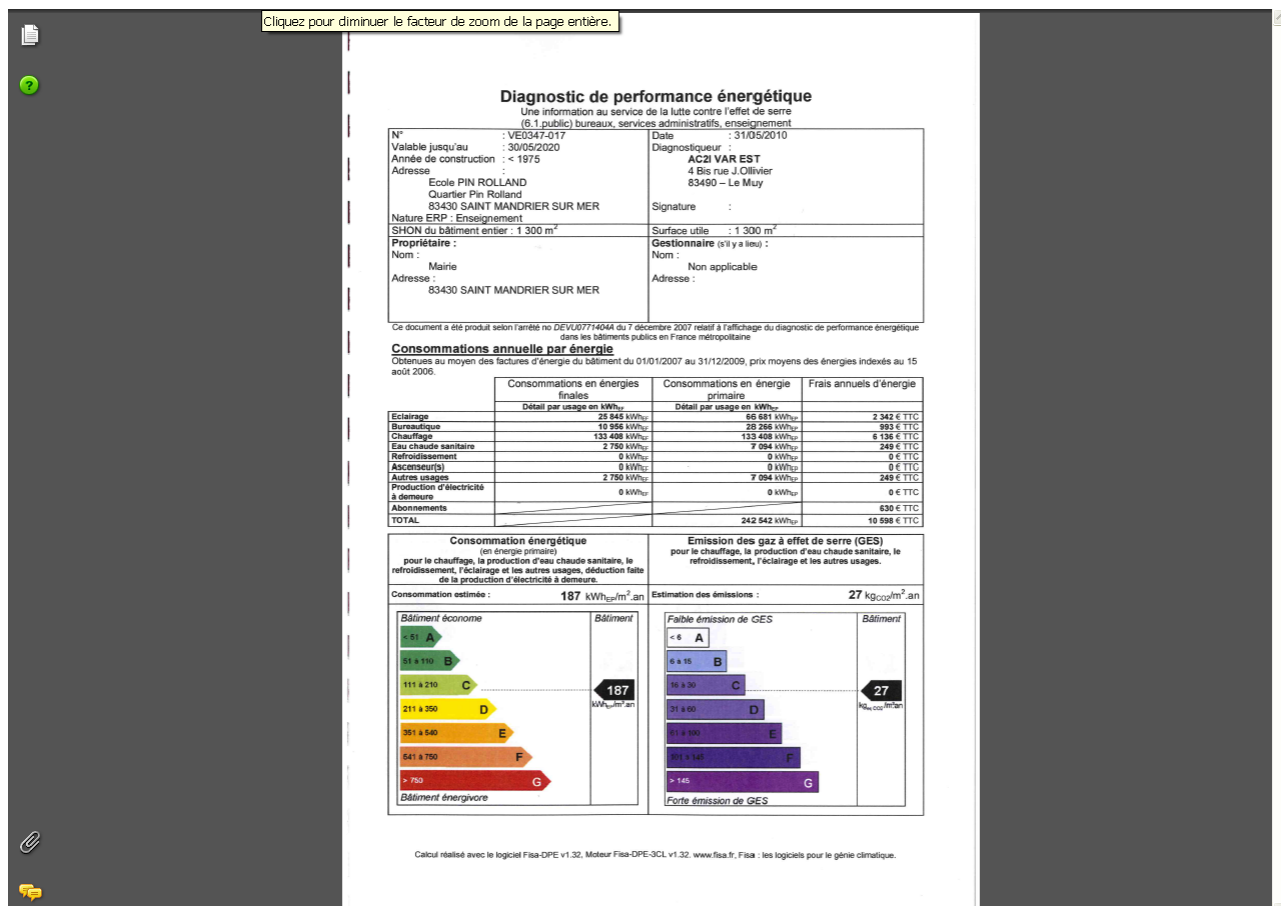
### Synthèse des consommations gaz de 2006 à 2009 sur les groupes scolaires

- Les consommations de carburants donnent lieu à un suivi mensuel depuis fin 2008. Cette démarche a pour but de limiter l'impact des hausses successives du prix du carburant et de maîtriser cette donnée principalement imputable à la conduite de véhicules de la flotte municipale.



*Synthèse des consommations mensuelles en carburant 2008-2010*

- La commune a également engagé dans le cadre de son année « Commune en marche » des diagnostics performance énergie sur l'ensemble de son parc immobilier. Ces diagnostics réalisés en mai et juin 2010, sur la base des consommations tenues à jour sur les années 2006 à 2009 permettent de cibler les bâtiments devant faire l'objet de travaux en vue d'en améliorer l'efficacité énergétique. L'ensemble des DPE réalisés est consultable en annexe du présent document.



Extrait du DPE – Fiche Display du bâtiment « Groupe scolaire Orée du Bois »

Le suivi des consommations est déjà réalisé sur l'électricité (contrat Dialège).

Le montant de la dépense électrique est de 140 049 euros pour la seule électricité soit une moyenne de 27,47 euros par habitants ce qui compte tenu d'un climat peu rigoureux (29,89 en 2006) nous place juste en dessous de la moyenne nationale.

Les consommations de Gaz sont principalement le fait de vieux bâtiments notamment le groupe scolaire Louis Clément, et révèlent des consommations très élevées.

Les consommations de carburants donnent lieu à un suivi depuis fin 2008.

### **4.3 – Des thèmes de communication efficaces**

Les caractéristiques géographiques d'une presqu'île présentent un double intérêt.

Sa quasi-insularité permet de facilement communiquer sur les notions de ressources limitées et d'un espace restreint.

Son « accrochage » à la terre par le cordon lagunaire des Sablettes s'apparente à un cordon ombilical par lequel s'écoulent les flux vitaux .

Cette métaphore nous a conduit à développer une politique de mesure de ces flux sur quatre indicateurs pour l'ensemble de la presqu'île et a largement communiquer sur ces relevés :

- L'eau

- L'énergie électrique

- Le volume de déchets incinérables

- La circulation sur cet axe.

La commune se doit également d'être exemplaire et s'est engagée à travailler sur ces quatre indicateurs pour ses propres consommations.

Ces chiffres disponibles sur le site [www.mapresquile.fr](http://www.mapresquile.fr) , ont été présentés en 2009 puis en 2010, à la population à l'issue de projections de cinéma gratuites..